



Déclaration de la FSU au CSTD 9 septembre 2020

Une « rentrée normale » ?

C'est ce qu'affirme notre ministre qui depuis fin août s'est lancé dans une grande tournée médiatique d'auto-satisfaction comme il en a l'habitude.

La reconduite de M. Blanquer, comme ministre de l'Education nationale, avec un périmètre élargi à la Jeunesse et aux Sports, alors que la rupture entre la base et son ministre est depuis longtemps consommée, ne peut être perçue que comme un signe des plus négatifs.

Aujourd'hui, les personnels de l'Education Nationale sont lassés des discours incantatoires qui ne se traduisent pas dans la réalité du terrain où l'on constate des conditions de travail toujours plus dégradées pour les personnels et les élèves.

Il ne suffit pas au Président de la République de « *féliciter les enseignants pour leur engagement et leur implication reconnus par tous pendant le confinement* » pour que cela suffise à calmer les tensions qui se sont accentuées depuis son arrivée au pouvoir. Force est de constater que l'état d'esprit des collègues n'est pas bien meilleur. Sans s'appesantir sur les déclarations - au mieux maladroites, au pire méprisantes - relatives au prétendu « absentéisme des profs pendant le Covid », quelles perspectives le gouvernement entend-il offrir aux enseignants dont l'implication et les prodigieux efforts (avec leur propre matériel et sans formation) ont permis la continuité de leurs missions pendant et après le confinement ?

Cet été, une vague prime d'équipement informatique a été évoquée par le ministre, puis oubliée...et que dire de la revalorisation salariale, qui d'observatoire des rémunérations en Grenelle des professeurs s'apparente désormais à l'Arlésienne ! Faut-il rappeler que lors du discours de Rodez en 2019, le président Macron affirmait que 10 milliards d'Euros étaient nécessaires pour revaloriser les enseignants. Or, M. Blanquer, qui multiplie effets de manches et pseudo consultations, annonce 400 millions d'Euros, une somme qui s'avère déjà bien insuffisante. Cependant, les cadres de l'EN n'ont, eux, pas été oubliés par l'octroi de primes substantielles...un « deux poids deux mesures » qui devient inacceptable pour bon nombre de collègues. Une véritable revalorisation professionnelle et salariale est devenue urgente, sans compensation ni remise en cause du statut !

Alors NON, cette rentrée n'est de fait pas une rentrée normale.

Certains pays ont compris la nécessité de s'adapter aux contraintes sanitaires (Irlande, Espagne, Italie...) en recrutant des enseignants supplémentaires, en réduisant le nombre d'élèves par classe (le ministre a d'ailleurs reconnu que moins d'élèves dans les classes signifie une plus grande réussite), en adaptant les programmes à la rentrée. Mais, visiblement, là n'est pas la priorité du gouvernement. Que

dire par ailleurs des déclarations changeantes et contradictoires d'un jour à l'autre avec un protocole que l'on respecte...ou pas, et des responsabilités transférées du haut vers le bas de l'échelle hiérarchique. Les remontées sont déjà inquiétantes, certains s'affranchissent déjà de certains points du protocole, et les mesures mises en place lors de suspicions de Covid ne sont pas les mêmes partout, quand ce n'est pas l'omerta...car oui, certains collègues sur le territoire national se sont vus intimés l'ordre de venir au travail malgré une suspicion de Covid, et celui de se taire, en attendant les résultats du test PCR ! En cette période, la transparence est notre seule garantie, et le silence de l'institution lui est coupable. D'ailleurs, Monsieur le Directeur académique, qu'en est-il de la situation sanitaire à ce jour dans notre département ?

Force est de constater que l'Education Nationale s'affranchit d'un nombre croissant de points du Code du Travail : depuis des lustres, nous n'avons pas de médecine du travail et pour pallier le manque de médecins scolaires, on entend étendre les missions des infirmier(e)s scolaires en dénaturant leur statut. Faut-il rappeler que c'est à l'employeur de fournir le matériel et d'assurer la sécurité de ses employés et de ses usagers ! La FSU sera là pour dénoncer sans relâche toute dérive !

La FSU appelle à des adaptations en terme de réduction d'effectifs par classe, à un accroissement du recrutement par concours et à une meilleure protection des élèves et personnels, notamment les plus vulnérables.

Que dire également de l'éviction des représentants syndicaux du mouvement qui a supprimé la transparence qui prévalait dans l'Education Nationale. Aujourd'hui, on ne connaît plus les barèmes nécessaires pour obtenir un poste, ce qui suscite méfiance (ou pire suspicions de clientélisme) et multiplie les recours par les collègues. Dans un Etat de droit, la transparence des opérations d'affectation et de mutation est une nécessité et les syndicats en sont aussi les dépositaires.

Dans le 1^{er} degré, les injonctions ministérielles du mois de juin ont largement limité les marges de manœuvre et déstabilisé des équipes par la suppression des PDMQDC notamment. La FSU demande que les moyens des dispositifs PDMQDC là où ils ont été supprimés soient redonnés aux équipes. Que penser aussi des équipes de circonscription aujourd'hui incomplètes ? La transformation du cœur du métier et des missions attribuées à ces postes n'expliquent-ils pas le manque d'attractivité ?

Dans le 2nd degré, le ministère communique de façon illusoire sur le renforcement de l'AP et de Devoirs faits. Dans la circulaire de rentrée, il est possible de sortir des élèves de 6^e en grande difficulté de la classe pour leur apporter du soutien jusqu'à 5h pris sur d'autres enseignements. M. le Recteur s'enorgueillit d'avoir une manne 30 000 HSE (soit 46 ETP) pour ce renforcement. Or, cet effort est financé par les HSE non réalisées de mars à juin et ne représente en moyenne qu'une heure par semaine et par classe d'où l'urgence et les fortes incitations pour qu'elles soient faites avant les vacances d'automne. Pour la FSU, l'aide doit se faire dans la classe et par des enseignants grâce à des effectifs raisonnables.

C'est pourquoi la FSU, attachée à une Education nationale de qualité pour toutes et tous, et offrant des garanties sanitaires sérieuses pour tous, appelle les personnels à soutenir l'appel à la grève du 17 septembre 2020.